

d'urgence du genre de celles dont je viens de parler, ces pensions perdront tellement de leur valeur que nos pensionnés seront au même point qu'il y a 50 ans, à zéro, au temps où nous ne savions même pas que nous devrions leur assurer une pension de vieillesse. Je rappellerai à la Chambre qu'il n'a pas été facile de faire adopter cette première mesure législative sur les pensions de vieillesse. On a dit alors, bien entendu, que nous ne pouvions nous le permettre. Nous ne pouvons jamais nous permettre des mesures de bien-être social; c'est toujours la même histoire: de la confiture pour demain mais jamais pour aujourd'hui. Il a fallu lutter pour chacune des mesures de bien-être social.

A mon avis, le gouvernement a ici la chance de faire quelque chose pour nos pensionnés. Nous avons entendu des députés de tous les coins de la Chambre exprimer leur sympathie. J'exhorte les députés d'en face à faire autre chose que de verser des larmes et du sang à la Chambre. D'ailleurs, l'endroit est en train de devenir un peu malpropre avec tout ce liquide qui flotte. Si une demi-douzaine de députés de l'autre côté votaient pour cette mesure, cela ferait plus pour amener le gouvernement à aider nos vieillards canadiens que même l'éloquence du député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Allmand), et il doit connaître les conditions de vie dans certaines parties de sa circonscription.

En outre, si les députés prenaient ce parti, le gouvernement n'userait pas de représailles. Pour autant que les ministres aimeraient imposer leur volonté aux députés de l'arrière-ban, ils n'oseraient jamais sévir contre une demi-douzaine de leurs propres députés qui auraient eu le courage de lutter pour les vieillards et les anciens combattants du Canada.

M. R. E. McKinley (Huron): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de prendre aujourd'hui la parole à la Chambre au nom de nos pensionnés. Nous vivons, au Canada, une époque très prospère. Nous nous sommes élevés, par nos propres efforts, à un niveau de vie que la plupart nous envie dans le monde, et nous devrions être très fiers de ce que nous avons accompli.

Cependant, j'estime que nous ne pouvons pas nous enorgueillir de ces résultats tant que nous n'aurons pas remédié à certaines graves injustices qui existent dans notre pays. Chaque jour, des milliers de Canadiens, sans qu'on puisse le moins du monde leur en imputer la faute, s'enfoncent un peu plus dans la misère. Des Canadiens qui ont travaillé leur vie entière au Canada et qui ont contribué au développement de la nation se trouvent coincés dans l'étau de pensions et de

revenus insuffisants. De jour en jour ils voient, impuissants, leur pension diminuer par suite d'une inflation qui est le fruit des dépenses auxquelles se sont livrés pendant des années des libéraux sans cœur.

Certains de ces Canadiens ont consenti, au cours des guerres mondiales, des sacrifices tout particuliers pour la défense de leur pays, mais cela ne concerne pas certains membres du cabinet, entre autres, le premier ministre (M. Trudeau). Nous ne pouvons cependant oublier ces vétérans. D'autres parmi eux ont été au service du gouvernement et se sont souvent sentis honorés d'y être. Aujourd'hui, cependant, des gens tels que les employés retraités du Canadien National doivent éprouver une certaine amertume devant la dureté de cœur dont témoignent envers leur sort les gens au pouvoir. Nous sommes donc ici, ce soir, pour mettre fin à cette amertume. Nous sommes ici pour prouver aux Canadiens, à nos anciens combattants et surtout aux Canadiens retraités, qu'en dépit de la froide indifférence du gouvernement libéral, le Parlement est juste. En tant que députés, ici, nous ne pouvons que plaider leur cause.

Permettez-moi de parler un instant de la pension de la sécurité de la vieillesse. Elle est évidemment insuffisante. Cette année, la pension de base est de \$79.58. Pour ceux qui n'ont aucun autre revenu, le gouvernement assurera un montant supplémentaire de \$31.83. Le total est donc de \$111.41 par mois ou \$1,336.92 par année. Exprimé ainsi, le montant paraît encore pire. Il fut un temps où il représentait un revenu convenable mais il est absolument insuffisant au Canada des années 70. Il n'atteint même pas le niveau vertigineux de \$35 par semaine que notre ami, le souriant ministre des Finances, considère assez pour vivre dans notre pays. Même d'après ces normes avaries, la pension doit être augmentée.

• (9.00 p.m.)

J'espère que le ministre sera ici ce soir pour voter selon sa conscience et j'aimerais qu'il appuie la motion, mais je ne veux pas me faire d'illusions. Le plus triste est que nous ne parlons pas d'une petite minorité de Canadiens âgés. De l'aveu même du gouvernement dans le mémoire du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social soumis au comité sénatorial sur la pauvreté, 474,000 Canadiens, près d'un demi-million, et 31 p. 100 de tous les Canadiens âgés sont pris à ce piège. Ce sont les Canadiens qui n'ont pas d'autre revenu et qui ont donc droit au plein supplément de revenu garanti. Ils essaient de manger, de vivre et de se loger avec \$27 par semaine.